



L'état d'urgence, un crime contre la démocratie ! Jeunes en colère, habitants des quartiers, solidarité contre le gouvernement !

Chirac et le gouvernement persistent et signent. Loin de désamorcer la crise, en donnant des réponses d'urgence sociale, le pouvoir décide d'aggraver la répression. Le voilà qui réactive la loi de 1955 sur l'état d'urgence, qui a permis les pires atteintes aux libertés lors de la guerre d'Algérie. Dans la foulée, il envoie de dizaines de jeunes devant des tribunaux quasi d'exception.

Révoltés par la tragédie de Clichy, où deux adolescents ont trouvé la mort, les jeunes de dizaines de cités, dans tout le pays, affrontent depuis plusieurs nuits consécutives les forces de police. Si la colère de jeunes, sans formation, sans emploi (Citroën Aulnay vient de renvoyer 700 jeunes intérimaires), victimes du racisme et de la discrimination est compréhensible, ils se trompent de cibles lorsqu'ils incendient les voitures des habitants, des écoles, des gymnases ou des crèches. L'ennemi, c'est la politique du gouvernement et c'est tous ensemble, jeunes en colère et habitants des quartiers, qu'il faut lutter contre Sarkozy, et toutes les politiques qui ont cassé les quartiers depuis plus de vingt ans.

LE GOUVERNEMENT, RESPONSABLE DE LA SITUATION CREEE

La politique de Villepin et Sarkozy, c'est le chômage de masse et la précarité qui alimentent une misère grandissante. À la périphérie des grandes villes, la formation de véritables ghettos sociaux va de pair avec des discriminations toujours moins supportables. On démantèle l'école publique, ce qui généralise l'échec scolaire. Dans la logique des politiques de déréglementation, les services publics de proximité sont mis en pièces. On ne cesse de réduire les crédits consacrés à la prévention. Le logement social est partout sacrifié. Voilà le quotidien d'une grande partie de la population de ce pays. Pendant ce temps-là, à l'Assemblée nationale, la majorité allège l'impôt sur la fortune ou exonère les dividendes des actionnaires.

VILLEPIN - SARKOZY DOIVENT PARTIR !

Complément logique de cette politique de classe qui s'affiche sans vergogne, les contrôles policiers se font chaque jour plus odieux et violents. Le racisme répand son poison, encouragé par les propos provocateurs de Sarkozy. Emporté par sa volonté de criminaliser toute une jeunesse, le ministre de l'Intérieur va jusqu'à l'insulter en la traitant de « racaille » et de « gangrène ».

Décidément, Sarkozy, l'incendiaire des banlieues, doit partir !

Et ce gouvernement, constamment désavoué par les électeurs, n'a aucune légitimité pour mener cette politique. Hier, il envoyait le GIGN contre les marins de la SNCM. Aujourd'hui, il fait déclarer illégale la grève des tramonts de Marseille, criminalise les banlieues et veut décréter des couvre-feux. Comme seule réponse au désespoir des jeunes, il va jusqu'à proposer de les renvoyer de l'école dès 14 ans et les livrer à l'exploitation patronale.

Lui aussi doit être renvoyé !

LA MOBILISATION POPULAIRE S'IMPOSE ! TOUS ENSEMBLE CONTRE LE GOUVERNEMENT !

Ce n'est pas par l'intervention incontrôlée de la police qu'on réglera les problèmes, mais par l'intervention de la population. La mobilisation des forces progressistes est décisive. Il faut arrêter les provocations policières et agir en faveur de mesures immédiates favorisant une vie solidaire dans nos quartiers et nos cités. Devant les désastres sociaux provoqués par des années de libéralisme, il faut exiger que la priorité soit donnée à la création d'emplois stables, aux services publics, à l'école, au logement, à la prévention.

L'action de ce gouvernement sème la misère et engendre le désespoir. Rien n'est plus urgent que de le mettre en échec. C'est ce à quoi appelle la LCR.

Le 8 novembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :